

Le libertaire

Administration : N. FAUCIER
72, rue des Prairies, Paris (20e)
(Chèque postal : N. Faucier 4165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an... 22 fr.	Un an... 30 fr.
Six mois... 11 fr.	Six mois... 15 fr.
Trois mois... 5.50	Trois mois... 7.50

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

Vers la prochaine "dernière" Autour du budget de la Guerre

Je ne voudrais pas m'étendre outre mesure sur l'offensive déclenchée par les « partis de gauche » contre notre Poincaré national, sous prétexte du budget de la Guerre.

Cette offensive annoncée à grand fracas s'est révélée des plus... inoffensives. Poincaré garde le pouvoir. Et c'est tant mieux. Car encore une fois quel plus beau symbole pourrions-nous souhaiter que celui de cette apothéose persistante de l'homme des monuments aux morts ? Quel conseil plus pressant de réfléchir et de se souvenir à ceux qui sont capables de se souvenir et réfléchir.

Marquons une fois de plus combien faibles sont les divergences qui séparent sur ce genre de questions, comme sur toutes les questions vraiment importantes, les partis dits de gauche ou de droite.

De quoi s'agissait-il ? De demander que le budget de la Guerre Poincaré de 1929 ne dépassât pas trop le budget de la Guerre Poincaré de 1928 et subsidiairement qu'il fut fait des fonds votés l'emploi que les pacifistes des gauches jugeaient le plus utile à la Défense Nationale.

Voilà la question comme on l'a posée devant les Français moyens.

Voilà comment les Français moyens acceptent qu'on la pose.

Le poids des impôts pèse sur la classe productrice au moins deux fois plus lourdement qu'en 1913.

Le budget militaire est plus onéreux qu'avant la guerre qui devait, selon les « idéalistes » mettre fin au militarisme.

Non seulement le militarisme n'a pas disparu, mais il s'est aggravé car l'on voit se développer de plus en plus une armée de métier, jugée plus sûre par les dirigeants et qui constitue une menace grandissante pour le prolétariat.

Les partis de droite et de gauche sont d'accord sur le principe de la Dette Publique. Ils ne divergent que sur les étiquettes à donner aux impôts destinés à en payer les intérêts.

Ils ont sauvé le franc ensemble comme ils avaient sauvé la France et toujours aux dépens des Français.

Ils sont d'accord sur le principe de la Défense Nationale. Et il n'y a pas si longtemps que Poincaré, répondant aux critiques de Renaudel, rendait hommage au patriotisme des socialistes.

Ils chicanent sur des détails, sur quelques millions de plus ou de moins. Ils admettent le principe et l'ensemble.

Pouvions-nous attendre autre chose d'eux ? Et je dirai même : pouvions nous attendre autre chose des principes dont ils se sont réclamés ? On ne peut être à la fois antimilitariste et patriote. Nos radicaux et nos socialistes sont patriotes, et ils l'ont prouvé. Ils concilient cela comme ils peuvent avec le pacifisme qu'ils affichent et qu'ils ont concilié avec le jusqu'aboutisme lui-même. Ils se vouent d'avance aux futures « unions sacrées » que justifiera sans doute la défense militaire de « l'olivier de Locarno », du pacte Kellogg et de la Société des Nations.

Cependant les causes de frictions, les risques de guerre apparaissent plus

graves, plus nombreux qu'ils ne l'étaient en 1913.

En face de ces périls, comme en face des conséquences pitoyables de l'autre guerre, que fait la classe ouvrière européenne ?

Que fait la classe ouvrière de France ?

L'Internationale socialiste a mis sa confiance dans les pratiques de la S.D.N... Et pour mieux les appliquer le chancelier Hermann Muller fait lancer des cuirassés et entraîner la Reichswehr, le citoyen Paul-Boncour fait des plans où l'on mobilise jusqu'aux femmes.

L'Internationale communiste s'élève contre « l'impérialisme » bourgeois, cependant que l'U.R.S.S. a une armée formidable et se dispose à utiliser à son tour des formules de « la guerre défensive » et des « guerres de libération », mises au service de « l'Etat ouvrier ».

Les ouvriers consentiront-ils une fois de plus à s'entre-tuer ? Et ce, pour l'amour des Müller, des Paul-Boncour et des Staline.

Ou bien, malgré et contre les « Internationales » politiques et autoritaires les prolétaires voués à la menaçante guerre d'extermination sauront-ils trouver la volonté de ne pas s'y prêter, sous quelque prétexte que ce soit ?

EPSILON.

Pour la vie de notre journal

Ne remettez pas à demain...

Allons, notre dernier appel a été entendu. Le mouvement en faveur des abonnements commence à s'étendre, pas assez cependant pour que nous puissions nous déclarer satisfaits. Car, si certains camarades ont répondu favorablement, le plus grand nombre reste encore silencieux.

Nous demandons à tous une réponse, bonne ou mauvaise, car nous savons que nombreux sont nos amis qui ne doivent qu'à leur négligence de ne pas compter au nombre de nos abonnés ; certains, parmi les nouveaux abonnés, nous l'écrivent en s'excusant de ne pas l'avoir fait plus tôt.

D'ailleurs, afin que chacun puisse se rendre compte de notre situation, nous publions, à partir de la semaine prochaine, région par région, le nombre de nos lecteurs et la proportion des abonnés. Il faut que nous répétions que les abonnements sont les plus claires ressources d'un journal indépendant.

Si tous les compagnons se pénètrent de cette idée, ils doivent sans retard s'abonner à notre journal. Il est le lien qui nous unit tous et sans lui, pas de propagande suivie et efficace.

Ayons constamment à l'esprit, l'isolement auquel nous serions contraints, les uns et les autres, s'il venait à disparaître, et sachons ne rien négliger pour que non seulement sa vie soit assurée, mais encore que les idées qu'il contient soient toujours largement répandues.

Est-il un camarade qui peut refuser de nous aider à cette réalisation ?

Nous ne le croyons pas et c'est avec confiance que nous insistons pour que les camarades nous répondent favorablement.

Rappelons le prix des abonnements : Un an : 22 francs. Six mois : 11 francs. Trois mois : 5 fr. 50. (Voir le bulletin d'abonnement en 4^e page).

La Librairie sera fermée...

Pour cause d'inventaire et jusqu'à nouvel avis la LIBRAIRIE SOCIALE INTERNATIONALE sera fermée à dater du dimanche 9 décembre.

Seuls les bureaux du LIBERTAIRE seront ouverts au 1^{er} étage du 72 rue des Prairies, où l'administration du journal se tiendra à la disposition des camarades pour tous renseignements.

Pour le droit d'asile

Contre les expulsions administratives

La chasse aux proscrits est à l'ordre du jour gouvernemental. Prétendant le verdict rendu par les jurés de la Seine dans l'affaire Modugno la presse à tout faire s'acharne à exiger de la police une action plus dure, plus féroce contre les « étrangers ».

Notre campagne contre les expulsions administratives, contre l'arbitraire policier, pour le droit d'asile est donc aujourd'hui plus nécessaire que jamais.

La bataille engagée par le Comité du droit d'asile et l'U. A. C. il y a plus d'un mois, se poursuit donc plus énergiquement.

Pour les Proscrits.
Pour le droit d'asile.
Contre la dictature policière.
Compagnons ! Tous ensemble, concourons à l'agitation indispensable.

Nos Meetings en Province

Notre ami Férandel parcourra le pays à partir du 3 janvier 1929. Nous proposons aux camarades et groupes des villes désignées d'activer l'organisation de leur meeting.

Voici suivant l'ordre de passage de l'orateur, les villes intéressées :

Jeudi 3 janvier : Limoges.
Vendredi 4 janvier : Bordeaux.
Samedi 5 janvier : Toulouse.
Lundi 7 janvier : Narbonne.
Mardi 8 janvier : Béziers.
Mercredi 9 janvier : Coursan.
Jeudi 10 janvier : Montpellier.
Vendredi 11 janvier : Nîmes.
Samedi 12 janvier : Aumargues.
Mardi 15 janvier : Marseille.
Jeudi 17 janvier : Saint-Etienne.
Samedi 18 janvier : Lyon.
Lundi 20 janvier : Orléans.
Amis, camarades, répondez-nous.

P.-S. — La première lettre reçue par les correspondants doit être considérée comme nulle. Ne tenir compte que de la seconde lettre ou de l'appel ci-joint.

P. O.

RENÉ MARTIN EST LIBÉRÉ

Nous recevons, en dernière heure, une dépêche de notre camarade René Martin, nous annonçant sa libération.

Ainsi, l'action énergique engagée par les amis de Brest, a porté ses fruits : l'évêque de Seez n'a pas osé renouveler la provision nécessaire au maintien en prison de René Martin, condamné pour contrainte par corps. Nous sommes particulièrement informés qu'il appréhendait l'agitation que nous allions mener dans son fief.

En nous promettant de revenir sur cette affaire, félicitons-nous de ce succès.

Fête de Solidarité

Une date à retenir

Dans l'intention de se procurer ainsi quelque argent pour poursuivre sa campagne pour l'abolition de l'expulsion par la voie administrative, le Comité de Défense du Droit d'Asile organise une grande fête le dimanche 30 décembre (à 20 h. 30), dans la grande salle des Sociétés Savantes.

Il y aura de la belle musique, de la bonne chanson et une jolie pièce bien jouée.

Veuillez, camarades, nous garder cette soirée-là, vous ne vous y ennuierez point et vous ferez aussi œuvre utile. — J. G. D. D. A.

Après le procès de Modugno... et celui de Provini

Mussolinisme, presse française, droit d'asile

Modugno n'a pas été acquitté comme nous l'espérons ; reconnaissons, toutefois, qu'il n'a pas été aussi lourdement condamné que le réclamaient certaine presse de droite et le ministère public. Les jurés ont compris les souffrances morales de ce réfugié politique séparé, du fait de la coquinerie du dictateur d'Italie, d'être chers. Ils ont ainsi infligé un soufflet retentissant à ceux qui se réclament de la famille avec un grand F n'ont pas hésité à séparer la femme du mari, l'enfant du père.

Mais cette condamnation, mettons mitigée, de Serge di Modugno n'a pas eu l'heur de plaire aux organisations de droite de ce pays et à leur presse, petite et grande. Les uns et les autres, prenant prétexte de la décision du jury parisien et de manifestations faites sur commande en Italie devant les ambassades françaises, s'attaquent au droit d'asile, si limité déjà, et demandent que les proscrits réfugiés en France, soient ou expulsés en masse ou soumis à une surveillance si étroite qu'il équivaudrait à un emprisonnement.

Il n'est pas possible que les organisations syndicales, les partis politiques de gauche et leurs journaux ne réclament

point le péril que courent les « étrangers » résidant en France, et ne résistent pas aux scandaleuses prétentions des fascistes et demi-fascistes de ce pays.

En tout cas, notre Comité jette le cri d'alarme et demande à ceux qui suivent avec sympathie, ses efforts de se tenir sur leurs gardes et d'agir déjà en accordant aux meetings qui seront organisés un peu partout pour protester contre l'expulsion par la voie administrative.

La réaction et ses organes feignent de s'indigner parce que Modugno n'a été condamné qu'à deux années d'emprisonnement, mais ils ne disent rien de la condamnation, avec sursis, à deux ans de prison prononcée contre l'entrepreneur Provini — un étranger aussi — dont la rapacité a coûté la vie à 19 ouvriers.

Aussi nous ne nous laisserons point prendre à l'hypocrite indignation qui s'étale jusque dans la grande presse. Elle est trop bruyante pour être sincère. Elle est payée par le Duce.

Les gouvernants français non plus ne peuvent s'y laisser prendre.

LE COMITÉ DE DÉFENSE DU DROIT D'ASILE

Une dangereuse fumisterie (1)

LA DOCTRINE DE GRIBOUILLE

Pour résoudre un problème demandant une minutieuse et scrupuleuse attention, les bolchevistes ne sont pas embarrassés : ils sortent de l'amas considérable d'articles de Lénine une phrase s'adaptant plus ou moins heureusement à la situation — et avec cette phrase constituent tout un programme d'action.

C'est ainsi qu'au sujet du dixième anniversaire de l'armistice, Pierre Semard nous a donné dans l'Humanité deux articles dont le moins qu'on en puisse dire est qu'ils marquent profondément le paupérisme du P. C. en théoriciens.

Dans son article du 20 novembre, Semard part en guerre contre la théorie du boycott et de la grève générale insurrectionnelle en cas de guerre — et il le fait d'une façon qui démontre que le secrétaire général du parti bolcheviste ne comprend pas davantage la grève générale qu'il n'a compris le syndicalisme.

Lénine ayant écrit quelque part que « le boycott de la guerre est une phrase stupide, les communistes doivent partir pour n'importe quelle guerre réactionnaire », aussitôt Semard en déduit toute une série de considérations considérablement inconsidérées.

Il paraît que prôner la grève générale et l'insurrection c'est faire montre d'un état d'esprit utopiste et craintif, c'est vouloir abattre le capitalisme sans guerre civile ! Comprenez qui pourra...

Et Semard tourne la question (mais malhabilement, car on aperçoit le bout du nez) en essayant de s'en tirer par une déformation du problème. Il prend à partie (avec juste raison mais sans à-propos) les chefs socialistes qui admettent la nécessité de la défense nationale — mais il ne prouve absolument rien quant à la théorie de la grève générale.

Dans son deuxième article du 24/11/28, il répond à un de ses correspondants qui lui écrivait : « Eh bien, les communistes iront se faire casser la gueule si ça leur convient, moi je me tirerais des pieds. »

Il se rend compte qu'il a été un peu loin.

(1) Voir le précédent numéro.

dans ses affirmations du 20 écoulé et il déclare que les organisations révolutionnaires doivent organiser par tous les moyens la résistance à la fabrication du matériel de guerre, à son transport.

Seulement, dit-il, le prolétariat doit comprendre que cette résistance, même sérieuse, ne suffira pas à arrêter les gouvernements dans leurs préparatifs militaires comme dans la déclaration de guerre.

Voilà ! Si à la suite d'une préparation méthodique de la classe ouvrière à l'idée de grève générale, si après une propagande intensive faite dans le sens du refus de « remettre ça », en même temps que du refus de fabriquer ou de transporter les armes et munitions, si après cette vaste campagne un nombre assez important de mobilisés ne rejoignent pas leur centre de mobilisation et si les ouvriers et ouvrières qui se prétendent révolutionnaires — et ceux-là seulement — refusaient d'œuvrer dans les usines de guerre, de transporter le matériel servant à la boucherie — la perturbation occasionnée serait déjà suffisamment grande pour amener une désorganisation des services de la Guerre. Sans compter la force que prendrait le mouvement oppositionnel par la grande contagion de l'exemple. Mais nous reviendrons plus en détail sur cette tactique par la suite.

Semard s'élève contre le sabotage individuel et le refus individuel du service militaire — la grève générale, le refus collectif de servir, dit-il, resteraient sans lendemain insurrectionnel.

Par une inconscience dont il est coutumier, Semard continue :

Pour qu'une insurrection éclate, il faut une situation révolutionnaire qui entraîne les masses à la lutte armée contre la bourgeoisie. Si celle-ci peut faire fabriquer son matériel, renforcer son armée et préparer les esprits à la guerre, sans trop de résistance de la part du prolétariat, à ce moment la grève générale contre la guerre n'est qu'une phrase creuse qui n'empêche pas les gouvernements.

Les communistes doivent mettre tout en œuvre pour obtenir des actions de masse contre les préparatifs de guerre et contre

la guerre elle-même ; mais ils ne doivent pas leurrer les travailleurs en leur laissant croire que des mouvements de grève ou de boycott partiels suffiront à éviter la guerre.

Ainsi donc, Semard reconnaît lui-même que si la bourgeoisie peut faire fabriquer son matériel, renforcer son armée et préparer les esprits à la guerre la grève générale est impossible.

On croirait donc que, poursuivant logiquement le cours de sa démonstration, le secrétaire général du parti communiste va inciter le prolétariat à se préparer à un mouvement de grève générale et de boycott sur une grande échelle. Ce serait mal le connaître.

Nous savons, nous aussi, qu'une grève partielle, qu'un boycott minime ne suffiront pas à éviter la guerre. Nous savons que si, à toute menace de guerre, le prolétariat ne répond pas par une grève générale — non pas passive, mais insurrectionnelle — nous savons que la guerre entrainera une nouvelle fois les hommes au massacre. Seulement, nous en tirons d'autres conclusions que Semard.

..

Que disent les communistes ? Quelle action préconisent-ils contre la guerre ?

... Notre tactique, en écartant le bluff de la grève générale panacée, réclame une lutte active contre la politique chauvine et impérialiste de la bourgeoisie et de ses laquais socialistes et réformistes, préconise l'organisation de la résistance par une action de masse contre les préparatifs et contre la guerre, tout en demandant qu'en règle générale les communistes et sympathisants partent à l'armée pour organiser du dedans la véritable lutte pour mettre fin à la guerre par le renversement de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Et voilà ! Ce n'est pas plus difficile que cela ! Pour s'opposer efficacement à la guerre, il faut partir à l'armée !

Oh ! j'entends bien : il faut y partir pour organiser du dedans la véritable lutte. Cela me rappelle la célèbre théorie de la conquête de l'armée, prônée jadis par Gustave Hervé.

..

Vous connaissez sans doute ce fameux Gribouille qui, un jour où la pluie tombait à torrents, se jeta à l'eau pour ne pas se mouiller. Eh bien ! Semard-Gribouille veut absolument renouer le procédé en le transposant dans le domaine militaire.

« Si la guerre éclatait, pour empêcher le conflit, répondez à votre ordre de mobilisation et rejoignez votre camp. Pour combattre l'armée, faites-vous soldats. »

Et tous les communistes répètent en chœur ce mot d'ordre. L'insoumis (?) Colomer n'a-t-il pas déclaré lui-même qu'il répondrait à tout ordre de mobilisation ?

Il s'agit, voyez-vous, d'entrer dans l'armée pour conquérir celle-ci à la révolution et pour, au jour du combat, fraterniser révolutionnairement avec l'ennemi, renverser la bourgeoisie d'un commun accord et instituer la dictature du prolétariat. Il faut, par l'entrée du prolétariat révolutionnaire dans l'armée, faire de cette armée tricolore une armée rouge qui libérera la classe ouvrière.

La théorie est bellement présentée... Seulement, il y a un hic d'importance !

Pour que cette tactique pût être appliquée, il faudrait qu'un régiment se rencontrât suffisamment d'hommes se connaissant. Or, c'est le contraire qui se produit généralement. Il arrive bien qu'une dizaine d'hommes soient mobilisés qui habitent la même localité, mais se connaissent-ils moralement ? Sont-ils unanimes de pensée révolutionnaire ? La plupart du temps, ils n'ont de commun que la localité d'habitation. Cela n'est pas suffisant. Mais, se trouverait-il, dans un dépôt, vingt hommes qui se sauraient tous les vingt révolutionnaires, cela suffirait-il ?

Pour qui connaît la « Grande Mulette », il faut être de mauvaise foi pour répondre : oui.

En temps de mobilisation générale ou en temps de guerre, l'état de siège règne. Si une guerre éclatait, des ordres seraient donnés aux supérieurs de mater sans pitié ni faiblesse toute tentative de rébellion de la part des soldats. Et si quelques-uns voulaient essayer un mouvement, qu'arriverait-il ? Ils seraient exécutés sommairement, pour l'exemple, et le reste de la troupe, dompté, subirait son sort en silence.

Pour qui connaît le vaste système de police, de mouchardage et de délation en vigueur dans l'armée, pour qui sait la rigueur impitoyable avec laquelle frappent les conseils de guerre (sans compter les cours martiales qui, on peut y compter, seraient réinstallés en cas de guerre), c'est donc envoyer au poteau d'exécution ou au bagne les plus décidés et faire du reste des ouvriers des soldats combattant (peut-être à regret, à contre-cœur), mais enfin, combattant tout de même.

Voyez déjà ce qui se passe en temps de paix. Tous ceux qui sont allés à l'armée pour y propager l'idée révolutionnaire, qu'ont-ils fait ? Les uns ont voulu répandre leurs idées : ils sont allés en prison ou dans les camps de travaux publics ; d'autres ont voulu, soit dans la Boche, soit au

PROPOS d'un PARIA.

Encore un scandale financier ! Un de plus. Ce n'est pas le moment de dire : « Quand nous serons à cent ! » Car il y a longtemps que la centaine est dépassée. La presse « d'information » annonce que 600 millions ont été rajoutés à la petite épargne.

La « petite épargne » ne m'intéresse pas plus que la grande. Et je n'ai à son égard pas le moindre petit mot de pitié. Au contraire, je dirais même que c'est bien, que c'est très bien fait !... Car, la « petite épargne », lorsqu'elle place ses capitaux dans telle ou telle affaire plus ou moins vaine, c'est qu'elle espère en tirer des bénéfices dépassant la norme habituelle. Peu lui chaut que ce bénéfice soit acquis d'une façon relativement honnête. Ce qui l'intéresse, c'est que l'action des « Mines de macaroni du Mississippi » par exemple, achète pour presque rien, lui rapporte un pourcentage d'intérêts lui permettant de tripler en quelques mois son capital. Les petits épargnants ont la dent aussi longue que les gros. Et quelque fois davantage.

A-t-on l'habitude de plaindre les joueurs qui vont sur un champ de courses mettre leur avoir sur la « tombée » susceptible de leur procurer le gros bénéfice et qui, le plus souvent, n'arrive pas ?

Pourrait-on le Parti Mutuel qui profite de cet appât de gain et les journaux qui, dans leurs commentaires, font perdre journalièrement à une foule de gens des sommes considérables ? Non, n'est-ce pas !

Eh bien ! alors. Pourquoi tout ce tintamarre, ces articles à tout casser dénonçant les financiers assez malchanceux ou assez maladroits pour ne pas savoir se servir de la loi, qui, pourtant, permet de commettre, sans qu'on l'enfreigne, tant d'escroqueries ?

Aujourd'hui c'est « La Gazette du Franc » qui est sur la sellette. Hier c'était Rochelle. Vous souvenez-vous de Thérèse Humbert ? Et le Panama ! Ce n'est pas fini, rassurez-vous.

J'aime les indignations factices, les mises en demeure, les obligations, les cris de goret qu'on écorche, poussés par certaine presse de forçans — tel l'« Ami du Peuple » — qui clame : « Vite et tout. Allez jusqu'au bout ; Toule la lumière, etc., etc. »

C'est du dernier comique. D'autant plus que chacun sait qu'il est impossible de gagner de l'argent autrement qu'en exploitant, spoliant, et que toutes les belles théories sur la fortune, récompense du travail, ne sont que de vulgaires attraits-nigauds.

Les gens qui confient leur argent, sur la foi de publicités pharmaceutiques, à des groupes financiers, le savent mieux que tous autres. Ils risquent néanmoins.

C'est là un jeu où l'on ne gagne pas à tous les coups. Tant pis pour les naïfs doublés d'ambitieux. On annonce les arrestations sensationnelles de membres de la Légion d'honneur. Rassurez-vous, seuls « trinqueraient » quelques comparses, petits brochelets sans importance. Les gros poissons voraces continueraient à frétiller sans risque, et tout cela se tasserait, s'oublierait, et les belles affaires recommenceraient pour notre éternel malheur.

Ah ! s'il s'était agi d'un malheureux comptable, d'un petit employé qui ait souffert de la caisse d'un de ces « légionnaires » la moindre somme, soyez bien tranquilles, toute les rigueurs de la loi bougeuse se seraient abattues sur lui.

Car l'honnêteté est, comme la religion, indispensable au peuple, à la classe qui travaille, souffre et ne peut concevoir et espérer un avenir meilleur que dans la disparition du régime capitaliste, seul responsable de tous les soi-disant scandales qui ne sont, après tout, que les conséquences logiques, inévitables de l'exploitation de l'homme par l'homme. — Pierre Mualdès.

Syrie, soit au Maroc « fraterniser » : ils sont dans les Centrales, d'aucuns même à Cayenne et deux sont condamnés à mort. Les autres, enfin, devant le danger de la répression, se méfiant des mouchards et de la police, ont accompli bien sagement et silencieusement leur service, en étant de bons soldats de l'armée tricolore. Ceux-ci craignent la prison. Qu'est-ce été s'ils avaient craint le bagne ou le poteau ? Ils auraient été de bons soldats en temps de guerre comme ils l'ont été en temps de paix, car, hélas ! le milieu ambiant est tellement déprimant qu'il faut tout risquer pour rester un homme en toute occasion.

..

La tactique de Semard-Gribouille n'aboutirait donc qu'à un seul résultat : priver dès le début le mouvement révolutionnaire de ses éléments les plus actifs et les plus décidés, et la guerre n'en continuerait pas moins dans toute son horreur.

Entrer dans l'armée pour y faire de la propagande, pour gagner au peuple cette armée ? Allez demander à tous ceux qui voudraient rouspéter, distribuer des tracts, répandre l'« Avant-Garde ou l'Humanité », qui voudraient manifester contre les périodes, allez, à Semard-Gribouille ! demandez ce qui leur advint et totalisez les années de prison.

Répondre à l'appel de mobilisation pour conquérir l'armée et fraterniser avec nos frères de l'autre armée ? Allez demander aux mutins de la mer Noire (ô Marly !), à ceux qui, au Maroc, en Syrie et dans la Ruhr, voudraient appliquer vos mots d'ordre et totalisez les ans de prison et de bagne (sans compter deux condamnations à mort).

Non ! la lutte efficace, la seule lutte efficace contre la guerre n'est pas incluse dans votre tactique de Gribouille.

Nous verrons dans le prochain numéro comment, non seulement on peut rendre la guerre impossible, mais encore comment, à la faveur d'une déclaration de guerre, on peut déclencher l'insurrection salvatrice.

Louis LOREAL.

Le retour des « Corbeaux »

Il se passe tout de même de drôles de choses dans les bureaux de notre République, troisième de nom : un jour, ce sont des documents qu'un aristocrate remet à un journaliste de droite pour les vendre (en dollars) à une puissance étrangère : le lendemain, il se trouve tout à coup dans un rapport de la Commission des Finances deux articles que personne n'y a insérés, et aussitôt, émoi dans la maison : l'homme à la pipe croquant sa mère malade une seconde fois accourt, est questionné et avoue ne rien savoir, aucun ministre non plus d'ailleurs et nous voilà depuis plusieurs semaines accablés d'histoires avec les fameux articles 70 et 71, concernant le retour des missionnaires : cela au moment même où l'on allait inaugurer du côté des Charentes un monument au Père Combès.

D'ailleurs, ces fameux religieux dont on parle tant, étaient-ils jamais partis ? Depuis l'époque de l'union sacrée, ils avaient repris en douce leurs occupations souterraines et certains, tels les frères des écoles chrétiennes, n'avaient jamais cessé leur enseignement, ayant seulement quitté la soutane pour un costume civil.

Il y a longtemps que le père Donceur-Soudard nous corne les oreilles avec ses droits des religieux anciens combattants. Quels droits ? En 1914, légalement les religieux de tous les ordres étaient, s'ils étaient mobilisables, obligés de rentrer immédiatement dans la métropole ou de se présenter au consulat pour s'y voir mobiliser, ils n'eurent pas le courage, oubliant en cela les enseignements de Jésus, de ne pas fuir, et craignant d'être déserteurs, ils firent ce qu'accomplissent la majorité des Français, malheureusement, d'ailleurs.

Et c'est parce qu'ils firent comme tout le monde qu'ils ont maintenant des droits spéciaux ? Sans blagues ! mais, dans ces conditions, les vidanges aussi furent mobilisés et ils n'ont pas réclamé de droits spéciaux, les frères également et il n'a jamais germé dans l'idée de ces dévots de demander l'exonération de la patente pour leurs maisons de tolérance parce qu'ils avaient répondu à l'ordre de mobilisation.

L'on invoque surtout, pour la justification de l'insertion dans le budget des articles 70 et 71, l'influence des missionnaires dans les colonies pour la propagande française. Eh oui, il faut non seulement abriter l'indigène avec des croyances et des cérémonies encore plus idiotes que celles de ses pères, mais il faut y joindre le petit discours suivant : « Félicitez-vous, mes amis, je suis venu parmi vous, car avant ma venue, vous ne connaissiez ni la civilisation (voyez l'alcool), ni la fraternité (voyez guerre) ; ni la bonté (voyez coups de trique) ni surtout la France (avec un F majuscule), vous allez avoir un gouverneur, des juges, des soldats, des colons, peut-être des chemins de fer, et si, par hasard, votre contrée possède du caoutchouc, du minerai ou de l'or, vous m'en informerez immédiatement, ou alors Dieu qui voit tout m'en avertira sûrement.

Les indigènes ne songent nullement dans leur naïveté à dire au brave (?) missionnaire que ce fameux Dieu aurait mieux fait d'avertir les actionnaires directement et de se passer d'un tel intermédiaire, mais le frère fait marcher un phonographe, distribue quelques pièces de cotonnade, des verroteries brillantes et le tour est joué.

Et puis les catholiques ayant toujours persécuté les autres ont la manie de la persécution ; en France ils y sont tous ; capucins à sandales nautiques, carmélites poitrinaires-hystériques croyant Jésus dans des prières passionnées, réparatrices — (de quoi ?) — Dames du Sacré-Cœur — (Sacré Cœur de Dieu va !) — Lazaristes, dominicaines, confréries du rosaire, maristes, frères ignorants. Est-ce que nous les empêchons de pulluler, ces punaises ? Est-ce qu'on leur interdit leurs pèlerinages à bénéfices ? la vente de l'eau plus ou moins miraculeuse, leurs chapelets, leurs médailles, scapulaires et autres bêtiseries ?

A-t-on jamais arrêté un prêtre parce qu'il disait sa messe ? Leur interdit-on de quêter, malgré que la mendicité soit défendue ?

Et dans les hôpitaux, crèches, maternelles et orphelinats, est-ce qu'il n'y a pas toujours les cornettes, les bonnets tuyautés, les coiffures carnavalesques ? Oh ! elles ne se font pas payer cher, naturellement, il leur suffit de conseiller aux malades de donner leurs biens à leur communauté en spoliant les familles et il y a amplement compensation.

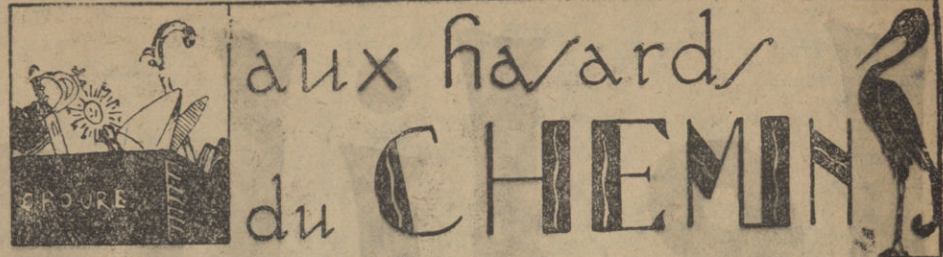
Et les puceaux de séminaires à face tachetée de boutons fleurissants comme les plantes au printemps ? Est-ce que vous ne les rencontrez pas de temps à autre, avec leur robe qui se lie à leurs chevilles, et leurs souliers grands, si grands qu'ils doivent avoir inspiré Charlot.

Alors, me direz-vous pourquoi ces fameux articles ? Ah ! c'est que l'église veut être en France maîtresse du pays comme autrefois mais elle y veut régner également et en compensation des ordres qu'elle donne au clergé alsacien, elle a exigé de M. Briand qu'il fasse insérer les fameux articles dans le budget de 1929 et ce n'est qu'un commencement.

D'ailleurs, cette offensive des cléricaux vient de la faiblesse des militants. Hélas ! combien de camarades, de communistes, de révolutionnaires se laissent faire et laissent faire pour avoir la paix dans leur famille. Pourquoi cette lâcheté ? si une femme vous aime si peu qu'elle préfère une bénédiction de prêtre à votre amour, laissez-la, elle ne vous aime pas : si, mariée, elle ne mérite plus d'être votre compagne, et, de peur d'être accaparé par le prêtre après votre mort, faites un testament qui stipule que vous désirez être enterré civillement.

Ah ! c'est qu'il est grand temps de se ressaisir, c'est qu'il est grand temps de chasser de notre ciel tout ce vol de corbeaux qui risquent de voler la lumière du soleil, et une fois que nous en serons débarrassés, peut-être nous sera-t-il plus facile de bâtir la cité future telle que nous la souhaitons et dans laquelle, il n'y aura ni parasites, ni corbeaux qui puissent jouir sans travailler des fruits du labeur humain.

René GHEISLAIN.



DES CADAVRES !..

Le Siècle Médical du 1^{er} décembre nous apporte une nouvelle alarmante.

Les études chirurgicales vont, si cela continue, devenir impossibles, même les simples études anatomiques. C'est, du moins, le docteur Lautier qui nous l'annonce, et en termes richement choisis.

Pourquoi cette menace qui plane sur le corps médical ?

Parce qu'un manque de cadavres, tout simplement.

Voici, en effet, ce que déclare l'éminent professeur :

« Il y a peu d'années, ces cadavres nous paraissaient assez nombreux pour suffire à très largement aux besoins de l'enseignement ; mais, depuis une certaine période, le recrutement (sic) devient de plus en plus difficile pour notre amphithéâtre, soit qu'il y ait moins de miséreux (resic), soit que les gens qui meurent à l'hôpital sans laisser de famille soient réclamés par des sociétés de secours mutuels ou des associations philanthropiques. Il y a, dans cet apport moindre de sujets une menace pour l'enseignement. Je crains que les assurances sociales ne soit un péril sérieux (resic) pour les études anatomiques, et je ne cache pas que ce péril ait été jusqu'ici signalé au corps médical. »

Bigre, on y va un peu fort dans le journal de M. Binau-Vailla !

Le recrutement des cadavres... Vous voyez d'ici les scènes attendrissantes auxquelles il donne lieu.

Il y a moins de miséreux... Voir, Monsieur le docteur ! J'aurais, pour ma part, plutôt tendance à penser le contraire.

Bref, ce qui ressort de tout ceci, et c'est le fait brutal, il faut, de toute urgence, des cadavres.

Justement Provini vient d'être ramené en liberté. Si les médecins s'entendaient avec lui pour lui faire construire quelques maisons ?

Mais, bon Dieu ! j'y pense !... si on allait trouver Poincaré ou Maginot, et si on faisait une bonne petite guéguerre ?

Enfin, qu'on choisisse. Mais vite, car le temps presse !

ASTOROLE.

INSANITES

Le verdict du jury de la Seine dans l'affaire de Modugno a excité la rage des nationalistes français qui émargent aux fonds de propagande fasciste. C'est que Mussolini

La guerre qui vient

Il nous manque encore la clairvoyance indispensable à tout pronostiqueur se targuant de prévoir sérieusement les catastrophes prochaines en examinant les faits actuels les plus visibles, pour oser affirmer que la Guerre est morte.

On nous parle tant de la paix que la guerre nous apparaît imminente.

Déjà ceux qui ne firent pas la guerre furent ceux-là même qui déclenchèrent la guerre internationale. Ils lancèrent les uns contre les autres les troupes de ces malheureux hommes, trompés, bernés qui se massacrèrent mutuellement au nom de la Patrie, et, en plus, croyaient-ils, au nom de la Justice et de la Civilisation.

Aujourd'hui, tout nous porte à croire que les prétendus artisans de la paix actuelle nous préparent activement la guerre.

Evidemment, ces bons apôtres de la paix armée diront le contraire. Ils prétendront avec force que leur manière est la bonne : Si vis pacem, para bellum.

L'ignorance des peuples qui n'a d'égalée que leur stupide naïveté, sera une fois de plus dupée aussi atrocement qu'en 1914. On le pressent.

C'est donc la guerre qui vient et c'est la paix armée qui lui ouvre la porte toute grande — pour qu'elle entre chez nous, pauvres bons à tuer !

En 1914, combien de révolutionnaires croyaient impossible la guerre et furent cruellement déçus ! Combien de ceux-là espéraient que la crainte seule de la Révolution pouvait arrêter, dans ses desseins les plus audacieux, l'impérialisme allemand, trop pressé d'assouvir patriotiquement ses ambitions malsaines d'hégémonie ?

Il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas que l'Allemagne qui voulait la guerre avant 1914 ! Il ne faut pas perdre de vue qu'une telle horreur n'arrive plus à notre époque par la volonté d'un seul tyran quelconque : il n'est que l'instrument, l'infâme pantin sur la scène du monde. Il s'agit au gré de ceux qui, dans la coulisse, tirent les ficelles. C'est toute une machination infernale dans un but horrible. Et ce n'est pas seulement un vaniteux grotesque, comme Guillaume, ni un crétin stupide comme Nicolas qui ont accompli l'acte de déclaration de guerre, mais c'est, en Allemagne et en Russie, comme en France et en Angleterre, la hideuse association internationale de malfaiteurs que sont les gros banquiers, les gros industriels en concurrence aiguë, avides encore de proies nouvelles sous forme de profits sur les minces, les pétroles et autres matières premières. C'est une lutte de voleurs entre eux... Et quels voleurs !

Pour ces bandits, tout est bon — comme moyen et comme but — puisque c'est la chair à travail qui est transformée en chair à mitraille ! Qu'importe le sang versé à flots, puisque ce n'est que le sang du peuple !

Demain, si la guerre qui vient est chose accomplie, on peut espérer qu'elle ne durera pas quatre années. Depuis dix ans, le progrès destructif a marché si le progrès des idées a reculé.

Après le professeur Langevin, qui n'est pas un rêveur, il suffira d'une centaine d'avions, ayant chacun une tonne d'obus

en veut pour son père. Tout ce que la presse compte de scribeurs à tout faire, vendus au plus offrant, réclame la suppression du jury. Léon Daudet écrit :

« L'institution du jury, déjà absurde en son principe, est devenue, grâce à M. Briand, un cloaque d'imbécillité et de stupre soigneusement filtré par la mafia de la rue des Saussaies... » etc. »

Voilà la Sûreté générale rendue responsable de la mort du consul fasciste Nardini.

Nous n'éprouvons, naturellement, aucune envie de défendre la Sûreté générale... Mais, tout de même, c'est drôle...

UN GESTE INCOMPLET

Les journaux de la semaine dernière nous ont entretenus, avec force détails, de la « touchante » cérémonie qui se déroula à Paris, rue Franklin.

Une délégation de Liégeois était venue apporter au « Tigre » l'hommage des Wallons — en remettant au Père La Victoire un livre d'or contenant près de 10.000 signatures de Belges qui se « souvenaient de Georges Clemenceau ».

On aurait pu trouver le complément du Livre d'Or par un deuxième volume qu'on aurait appelé le « Livre de Sang », dans lequel on aurait inscrit les noms de tous ceux qui moururent à la boucherie pendant que Clemenceau faisait la guerre... avec la peau des autres. On aurait ajouté les victimes d'ignace, — mais, bien entendu, on se serait passé des paraphe, car ceux-là ne peuvent pas signer, et pour cause : Clemenceau leur aurait manifesté toute sa sollicitude.

UNE SOLUTION

Dans le Quotidien, Mme Huguette Godin consacre une série d'articles à l'étude du Code Civil dans tout ce qu'il a trait au mariage. Elle nous montre par des exemples frappants, en quel état de servitude la femme est encore vis-à-vis du mari. Et elle réclame une refonte complète des lois du mariage.

A notre humble avis, il n'y a nul besoin du législateur pour résoudre un problème si essentiel.

Les gens qui veulent vivre ensemble n'ont qu'à se passer tout simplement de l'intrusion de la légalité dans leur ménage. Pour s'aimer et vivre heureux, il n'y a pas de nécessité de passer devant messieurs le Maire. Je connais plusieurs camarades qui vivent très bien et depuis fort longtemps ensemble sans avoir consacré « légalement » leur union. Ils ne s'en portent pas plus mal pour ça.

La solution du problème « mariage » est toute trouvée : c'est l'union libre. C'est beaucoup moins compliqué — et c'est, aussi beaucoup plus propre.

asphyxiants, pour couvrir notre bonne ville de Paris d'une nappes de gaz de 20 mètres de haut. Cette délicate opération de guerre pourrait s'accomplir en une durée de vol de soixante minutes environ au-dessus de la capitale qui serait ainsi anéantie, s'il n'y a point de vent pour atténuer ou disperser le nuage asphyxiant.

C'est sans doute pas à cela que songent les étourdis qui admirent si bêtement les exploits des aviateurs militaires. Les patriotes, bien entendu, vibrent d'espoir de voir cela... sur une autre capitale que Paris et sur d'autres villes que celles de notre belle France. Ils n'oublient qu'une chose : c'est que les autres nations ne sont pas en retard. Le progrès maléfique, destructeur, homicide, horrible, est également international. C'est à qui fera le mieux. C'est à qui fera le pire. Et, ma foi, tant pis si le trouble la satisfaction des patriotes belants et des abrutis admirateurs du militarisme, il paraît certain que les adversaires en guerre seront d'égal force, c'est-à-dire susceptibles d'être anéantis les uns et les autres totalement !

C'est la Science qui opérera. Voilà, je crois, une assez belle perspective. Elle ne peut que renforcer l'idée de Patrie dans l'esprit cultivé de la génération nouvelle...

La Civilisation est en marche par le Pacifisme dont font preuve les vrais Français de France. L'on attribue des milliards pour l'armement et l'on glorifie les assassins professionnels par toutes sortes de manifestations.

Les élus votent facilement (aussi facilement que l'augmentation de leur indemnité parlementaire) sept cent millions de plus pour la guerre. Mais ils votent, en rechignant, douze millions pour encourager la lutte contre le cancer et la tuberculose !

En cela, ils me semblent assez logiques : à quoi bon essayer de sauver des êtres humains d'un fléau comme ceux de ces terribles maladies qui ravagent l'humanité puisque, d'autre part, on travaille à les anéantir bientôt par la guerre ?

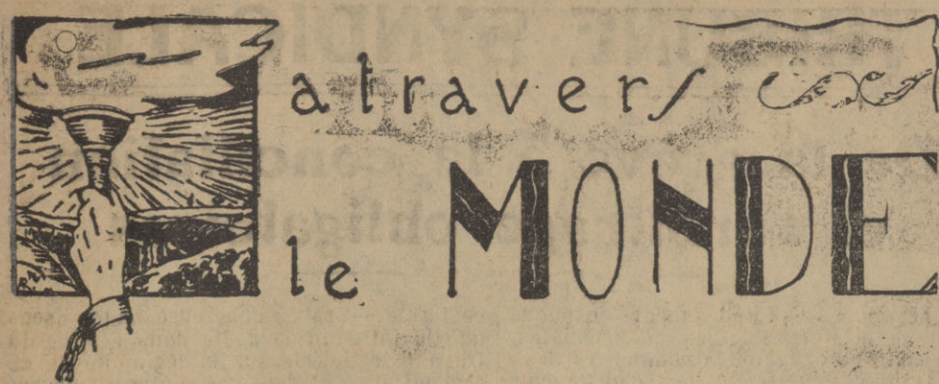
Les diplomates y travaillent avec l'habile hypocrisie qui les caractérise : les gouvernants y travaillent en ne parlant que de Paix pour obtenir l'augmentation des budgets de la Guerre et de la Marine ; les députés y travaillent en les votant à deux mains après avoir discouru sur les horreurs de la guerre.

Enfin, le bon Peuple, toujours stupide, plus que jamais ivre de gloire et d'imbécillité, travaille en paix pour la guerre en acceptant de payer des impôts toujours plus écrasants ; en acceptant d'être militarisé du berceau à la tombe, c'est-à-dire condamné perpétuellement à mort pour la Patrie. Il fabrique lui-même ce qui doit le tuer !

Que faire ? Comme eût dit le vieux grand pacifiste Tolstoï.

Ce qu'il faut faire ?... Eh ! parlons. Il ne faut rien faire pour empêcher la fin du monde puisque la Science au service de la Guerre nous en menace... A moins que l'instinct de vivre des Peuples suscite la Révolution contre la Guerre.

Georges YVETOT.



La situation en Grande-Bretagne

Sur le terrain économique et par répercussion dans le monde des Trades-Unions, la situation est mauvaise. L'industrie charbonnière est tombée à son point le plus bas.

Le chômage est intense et les salaires ont baissé dans des proportions inquiétantes. Dans de nombreux endroits, le salaire hebdomadaire n'atteint pas même 2 livres, et cela pour une semaine de 48 heures. Très peu de houillères travaillent la semaine entière et il n'y a nulle perspective d'amélioration prochaine. Les aciéries et les industries dérivées souffrent aussi énormément du manque de travail et, là encore, une baisse des salaires s'est produite.

Les tisseurs du Lancashire se voient, de leur côté, réclamer plus de 51 heures de présence pour une paye moindre. Encore que, dans bien des endroits, les usines ne travaillent pas plus de trois à quatre jours par semaine. Le salaire des métallurgistes professionnels n'atteint pas trois livres par semaine. La situation est identique dans toutes les industries. Seuls les travailleurs du bâtiment et les cheminots sont dans une situation plus privilégiée.

En face de ces chomages et de ces bas salaires, la vie est 70 % plus chère qu'avant la guerre. La livre et les salaires étant demeurés à la parité or, le pouvoir d'achat du travailleur anglais se trouve diminué d'autant.

Cet état des affaires a eu sur les Trades-Unions une répercussion considérable. Celles-ci ont perdu presque la moitié de leurs effectifs, et si critique était la situation dans certains districts qu'une grande campagne nationale de recrutement a été dernièrement entreprise.

Les grèves malheureuses et les lock-outs répétés sont autant de facteurs intervenant encore contre les Trades-Unions.

Après chaque échec, une partie importante des affiliés quittent l'organisation. Et les Trades-Unions reçoivent un coup d'autant plus dur qu'elles voient se dresser en face d'elle la fraction des syndicats, influencés par les éléments de gauche.

Mais c'est la grande grève générale de mai 1926 qui aura porté aux Trades-Unions le coup le plus dur. Cette grève, dont le succès était assuré, fut sabotée par les chefs politiques du Labour-Party. Et les mineurs abandonnés à leurs propres forces étaient, après une résistance opiniâtre et merveilleuse, complètement vaincus.

Les Trades-Unions ne servent jamais la cause révolutionnaire. En mai 1926, il était possible de renverser par la force le Gouvernement conservateur, mais les chefs politiques du parti eurent peur des conséquences d'un triomphe complet. Lâches comme toujours, ils reculèrent devant leurs responsabilités et, plutôt que de s'emparer par des moyens illégaux de la direction des affaires, et sans doute craignant aussi que la poussée des masses ne soit trop forte, ils servirent les intérêts du grand patronat britannique.

Ainsi donc, divisées par des luttes de tendances, tout comme au sein du Labour-Party, particulièrement exploitées par les communistes qui, par tous les moyens, cherchent à prendre pied en Angleterre, mises devant une situation économique très difficile, les Trades-Unions, dont le programme est essentiellement réformiste et légal, ne peuvent rien ou presque pour défendre ou améliorer la situation du prolétariat d'outre-Manche.

De plus, pour compliquer cet état de choses, des groupes extra-syndicaux viennent de se former. Ces groupements, composés d'éléments hétérogènes, ne peuvent rien pour remédier à la crise économique et syndicale ; par contre, ils augmentent le marasme en portant au sein de l'organisation ouvrière les querelles politiques qui finiront par compromettre sérieusement les forces encore debout. Naturellement, comme en France, les communistes excellent dans cette politique de division, et leurs hommes, membres avoués ou non du parti, sont partout sur la brèche.

Les Trades-Unions chercheront par tous les moyens à se défendre contre les attaques des communistes et des gauches ; mais le prolétariat se sentira de plus en plus attiré par les méthodes néo-révolutionnaires de ces derniers, et cette situation amènera sous peu l'existence en Angleterre de deux centrales syndicales, l'une réformiste et gouvernementale et l'autre révolutionnaire, mais en étiquette seulement, tout comme notre C. G. T. U.

Quant au mouvement syndicaliste révolutionnaire tout court, comme nous en possédons en France un courant assez fort, il n'existe, ni ne donne de signes d'existence en Angleterre.

Avant de terminer, il convient de souligner l'importance du chômage. La statistique officielle accuse un chiffre de 1.060.000. Mais ce chiffre est inférieur à la vérité. En effet, on a rayé des registres du chômage les personnes y figurant depuis plus de deux ans. De plus, les travailleurs de plus de 65 ans reçoivent depuis quelque temps une petite pension et cessent, de ce fait, de faire partie du contingent des chômeurs, comme c'était précédemment le cas. Si l'on ajoute encore l'émigration qui, pour l'année écoulée, atteint un chiffre de 113.000, on verra combien pénible est la situation générale du travailleur britannique, et on comprendra l'étendue de la crise économique que traverse la Grande-Bretagne.

Que fait-on pour organiser les chômeurs et leur procurer du travail ? Rien. Ou plutôt pas grand-chose.

Dernièrement, le Gouvernement conservateur a tenté d'envoyer au Canada, pour les employer aux travaux de la moisson, une partie de ces chômeurs.

Cette tentative a pitoyablement échoué.

D'abord parce que la plupart des prolétaires canadiens qui n'ont pour assurer leur subsistance annuelle que la période des grands travaux hors laquelle ils sont, comme les Anglais, généralement sans-travail, se sont montrés hostiles à leurs collègues « importés » par les grosses Compagnies agricoles, qui voyaient là un moyen de se procurer à bon compte une main-d'œuvre particulièrement docile, parce que, besogneuse. Ensuite, parce que cette main-d'œuvre n'était pas apte à effectuer la tâche qu'on lui demandait.

Hors cet essai, rien n'a été fait. Les réformistes et les communistes qui pourraient entreprendre une action en faveur des chômeurs se gardent bien de le faire. Ils entretiennent cette plaie, parce qu'elle favorise leur politique. Grâce à cela, ils peuvent faire des promesses faciles et de la démagogie à bon compte.

A l'approche de chaque élection municipale ou générale, ils exploitent le filon du chômage, ils dressent des plans mirifiques, plan d'après lesquels le travail et le bien-être seraient le lot de chacun.

Et ce truc réussit toujours, il profite aux viveurs de la politique, mais reste sans effet pour ceux qui attendent une amélioration de leur sort.

L'Angleterre est donc le pays type où le développement du capitalisme et de l'industrialisme devient générateur de misères pour des millions d'hommes. Le paupérisme progresse parmi les classes laborieuses dans des proportions identiques à la progression du capitalisme anglais qui, avec l'américain, a tendance à dominer le monde.

Et rien ne semble devoir briser bientôt l'étreinte de fer que le monde du lucre et des affaires fait peser sur le peuple voisin.

Aucune perspective, comme nul horizon n'est ouvert à ce peuple de malheureux supportant sa misère par habitude.

Le seul journal anarchiste — et seulement théorique — qui paraissait en Angleterre et tirait à quelque deux mille exemplaires, est maintenant disparu. Il paraît aujourd'hui — après vingt ans de vie difficile — sous forme de tract. Et encore, il tient, grâce au dévouement d'un ou deux hommes.

Demain, il ne restera plus rien pour répandre et défendre des idées que nous aimons et croyons justes.

Et comme les Dominions sont dans une situation matérielle de misère encore plus, c'est tout un empire de plusieurs centaines de millions d'être humains auxquels sont interdits, momentanément, les chances d'une libération plus ou moins prochaine ? Que faire contre cela ?

FERANDEL.

CUBA

MACHADO

Un Mussolini Cubain !

La terreur continue à Cuba : de nouveaux crimes sont venus s'ajouter aux anciens. C'est actuellement Machado, le président de Cuba, qui fait des siennes. Il poursuit les adversaires et leur inflige des peines d'emprisonnement, d'exil, ou les fait exécuter.

Le Comité International « Friends of Freedom » nous a fait parvenir une liste copieuse et documentée des poursuites exercées sous Machado. Nous empruntons à cette liste, les quelques faits suivants :

En novembre 1925, Enrique Varón, un leader ouvrier connu, a été abattu en pleine rue alors qu'il s'en revenait du cinéma avec sa femme et son enfant. L'assassin s'enfuit. Varón avait joué un rôle actif dans la grève des cheminots et dans celle de la raffinerie de Camaguey ; il venait d'être congédié après avoir tiré six mois de prison pour une accusation mensongère basée sur un complot policier. Machado est considéré comme le responsable immédiat de cet assassinat. Il voulait consacrer près de 250.000 dollars pour étouffer cette affaire.

Alfredo Lopez, secrétaire de la Fédération locale de la Havane, a été enlevé dans la soirée du 20 juillet, sur le coup de 8 heures, et n'a plus donné signe de vie depuis lors.

William Green, président de la Fédération du Travail des Etats-Unis, a envoyé en 1926 deux délégués à Cuba, dans le but d'y faire établir une enquête sur la mort de Varón et sur celle de Lopez, mais le rapport de ces délégués n'a jamais été publié.

Le 22 août 1927, un barbier, nommé Seville, ferma sa boutique et arbora un drapeau noir au-dessus de sa porte en signe de protestation contre le meurtre de Sacco-Vanzetti. Seville fut arrêté, puis relâché. Puis il fut remis en état d'arrestation et disparut d'une manière étrange.

Le 14 janvier 1928, Noske Golub et Claudio Bonzon furent arrêtés pour avoir répandu un pamphlet de protestation contre le congrès Pan-Américain. Ils furent transportés au fort de la Cabana, fort situé au bord de la mer, où ils furent jetés comme proie aux requins. Plus de 200 arrestations eurent encore lieu plus tard à cause de ce manifeste ; parmi les personnes arrêtées se trouvaient neuf communistes et six anarchistes ; ces quinze personnes sont disparues.

Un jeune étudiant communiste, José Barcelo, exclu de l'Université de la Havane pour ses opinions politiques, disparut de même quand on apprit qu'il allait parler pendant les manifestations du premier mai. Tous les autres orateurs de cette manifestation furent également arrêtés.

Les faits dans le genre de ceux qui précèdent abondent. La terreur sévit à Cuba. Toute activité du mouvement ouvrier est

Contradictions gouvernementales

Les bourgeois réprouvent la violence, quand elle nuit à la Société — à leur société chaotique, anarchique — dans le sens de désordre, de trouble.

La violence est un crime, disent-ils, puisque le peuple français possède le suffrage universel, moyen légal de s'émanciper.

— La bonne blague ! Comme si le bulletin de vote ne consacrait pas l'exploitation de l'homme par l'homme !

Les gouvernements actuels et leurs prédécesseurs oublient que la violence leur a permis d'abolir en 1789 la noblesse et le clergé, et d'opprimer à leur tour les travailleurs.

Pour conserver le pouvoir, l'autorité, la bourgeoisie recourt sans cesse à la violence. Pourquoi la condamnerait-elle lorsqu'elle est mise en application par les pauvres ?

De deux choses l'une : — ou la violence est nuisible, et alors les gouvernements la rejettent ; — ou la violence est nécessaire, et alors on l'accepte pour tous, socialement parlant. Si la violence est mauvaise, la bourgeoisie ne doit pas y recourir. Si elle est un moyen de défense ou d'attaque pour les riches ou les dépossédés, elle est inévitable dans une société basée sur le patronat.

Les dirigeants ne sont pas logiques en anathématisant la violence, dont ils font un fréquent usage ; mais qu'ils ne l'interdisent pas aux salariés, victimes du capitalisme.

L'hypocrisie de la classe dirigeante est profonde. Sa cupidité insatiable, son mépris souverain pour les dirigés ménage à ceux-ci des jours angoissants.

Mais si les ouvriers conscients, que la politique meurtit si cruellement, renoncent un jour aux mirages si décevants de la légalité, la bourgeoisie, cette ogresse, aurait-elle le droit de manifester son mécontentement ?

— Messieurs les bourgeois, soyez conséquents avec vos politiques affirmations : La violence est un mal : licenciez la police, la magistrature, la gendarmerie sédentaire ou mobile, l'armée.

Alors nous ne douterons pas de votre sincérité et de votre bonté.

Votre état social disparu, l'intelligence fera le reste.

Antoine ANTIGNAC.

rendue impossible par le fait que les réunions sont interdites. Le peuple cubain a souffert beaucoup de la domination espagnole et le général Weyler l'a ensuite martyrisé et emprisonné ; les présidents qui suivirent l'ont exploité à qui mieux-mieux ; le gouvernement de Machado a porté l'horreur à son comble en l'exploitant, l'exilant, en l'emprisonnant et en l'assassinant de la plus terrible façon.

GRÈCE

M. Venizelos et le capital étranger

Le Gouvernement « monarchique » — terme élégant qui effusque moins que celui de dictatorial — de M. Venizelos s'est attelé à la tâche. C'est-à-dire qu'il s'emploie systématiquement à trahir les promesses démagogiques que l'illustre Crétois avait faites au peuple grec à la veille du scrutin d'août.

On se souvient avec quelle sainte horreur l'organe du venizélisme orthodoxe *Patris* parlait en guerre contre les Compagnies anglaises détentrices de nombreuses concessions en Grèce. Toute la campagne pour le renversement du gouvernement Zaimis s'était effectuée sur le mot d'ordre « contre les concessions au capital étranger exploiteur ».

Maître du pouvoir, Venizelos s'avère le valet de ces Compagnies au même degré que ses prédécesseurs. La tactique suivie par lui durant la grève des ouvriers des transports d'Athènes aura servi à mettre les choses au point.

A la suite du premier emprunt des réfugiés, Pangalos avait accordé à la Compagnie anglaise, Power and Traction, le monopole pour tout le pays des transports en commun et de la distribution électrique, avec facilité pour la susdite Compagnie de ne pas dépendre de l'Etat grec, mais de ses propres statuts (article 3 de la Convention).

A maintes reprises déjà les ouvriers employés par cette Compagnie avaient songé à la grève pour faire cesser l'exploitation dont ils étaient l'objet et pour obtenir une augmentation de salaire. Abusés par la démagogie venizéliste, ils ont attendu l'action de celui qui promettait de régler tous leurs desiderata. Las d'attendre, le 31 octobre, à Athènes, 1.900 employés des tramways ont déclaré la grève.

Parmi leurs principales revendications, citons : Augmentation des salaires de 35 drachmes-or par mois ; Suppression du régime des amendes ; Renforcement de la Caisse de prévoyance et de secours, etc...

La grève a duré deux jours, les chefs du Syndicat autonome ont voté la reprise du travail sur des promesses faites par M. Christomanos, ministre de l'Economie Nationale. Une forte minorité a dénoncé cette attitude.

Des promesses électorales, Venizelos n'en a cure, au moment où il est en train de négocier un nouvel emprunt avec le groupe financier Hambro-Talbot auquel appartient la Compagnie Power and Traction.

Groupe des 5^e, 6^e, 13^e et 14^e arrondissements

Nos Conférences

Samedi 8 décembre
A 21 heures, 111 rue du Château (14^e)
LES ANARCHISTES ET LE MOUVEMENT SOCIAL CONTEMPORAIN
par Ferandel
Participation aux frais : 1 franc

Samedi 22 décembre
A 21 heures, rue Saint-Jacques (5^e)
L'UNITE SYNDICALE EST-ELLE POSSIBLE ?
par A. Guigui

DANS LE JARDIN D'AUTRUI

Les anarchistes et la guerre

La discussion autour du Manifeste des Seize se poursuit et *Plus loin* n'y consacre pas moins de quatre articles dans son numéro de novembre. Suivons le conseil que nous apporte celui de M. Pierrot qui, en conclusion, renvoie ses lecteurs, sur le fond du débat, à l'article de la camarade M. Isidine, laquelle essaie — à notre avis bien vainement — de concilier les deux thèses en présence. La discussion est désormais assez avancée pour que l'on puisse craindre, dès maintenant, qu'aucun changement n'intervienne dans la façon de voir des uns et des autres.

Malgré tout le talent que déploie la camarade Isidine pour nous convaincre du contraire, nous ne croyons point que le désaccord qui divise les signataires du Manifeste et leurs adversaires présente une importance exagérée. S'il n'offre plus, quarante ans après la déclaration de guerre, qu'un intérêt rétrospectif, il reste gros de conséquences en ce qui concerne l'avenir. C'est surtout à ce titre qu'il nous intéresse.

La politique de l'autruche ne résout aucun problème et c'est pour l'avoir pratiquée que les militants anarchistes d'avant-guerre se sont trouvés désemparés lorsque parut le Manifeste des Seize. Berton nous rappelle que déjà en 1905 Kropotkine déclarait qu'au cas d'une guerre franco-allemande « il aurait voulu pouvoir prendre encore les armes pour la défense de la France et de la Révolution ». De même en 1912, nous dit Isidine :

Pendant la guerre balkanique, « Les Temps Nouveaux » ont publié des articles de Kropotkine et de Tchekesoff exprimant à peu près les mêmes opinions que celles qui devaient plus tard soulever tant d'indignation et personne ne s'est avisé de crier à la trahison.

Et tout le monde a eu tort de fermer les yeux et de se taire, fût-ce par déférence pour les grands hommes de l'anarchie. Toutes les opinions et celles de chacun se disent et celles sur la guerre plus que toutes autres — bien que ces soient précisément celles-là sur lesquelles l'accord entre anarchistes devrait être absolu.

Dire que l'issue de toute guerre ne peut nous être indifférente parce qu'il y a des guerres dont l'issue décide de l'indépendance politique ou nationale des peuples, c'est, comme l'écrivait fort justement Berton à Kropotkine, « faire de la diplomatie ». Et quelle diplomatie !

La guerre de 1914-1918, par exemple, a rendu à la Pologne, écrasée à la fois sous le joug tsariste, autrichien et prussien, son indépendance politique. Très bien ! Et qu'a valu au peuple polonais l'indépendance politique de son pays ? Pilsudski et la terreur blanche !... En réalité, on le voit, si la guerre peut parfois rendre à un pays son indépendance politique, elle ne la rend qu'à la classe dirigeante de ce pays, qui seule en bénéficie, comme dans tous les autres pays, contre le peuple même.

Et voyez les contradictions de la « diplomatie anarchiste » en matière de guerre. On oppose à notre thèse que dans tout conflit armé entre deux Etats les anarchistes n'ont pas à prendre parti pour l'un des belligérants, un exemple : la possibilité d'une déclaration de guerre à la Russie révolutionnaire. (Ce n'est point l'heure de discuter de cette éventualité ; disons seulement qu'au cas d'une guerre de pays capitalistes contre un pays véritablement révolutionnaire, le rôle des anarchistes et des révolutionnaires de toutes écoles serait de manifester contre leurs gouvernements, dans leur pays, leur solidarité véritablement agissante, au besoin sous une forme insurrectionnelle, à la Révolution attaquée plutôt que de contracter un bien aléatoire engagement dans les armées de celle-ci.)

Eh bien ! cette Russie révolutionnaire à qui les pays capitalistes pourraient déclarer la guerre, qui trouverait-elle en face d'elle comme premier adversaire de choc ? Précisément la Pologne, à qui les Alliés vainqueurs ont rendu son « indépendance politique » — surtout — et peut-être uniquement — pour en faire l'instrument destructeur de la Révolution russe.

Et voilà où conduit la « diplomatie » des anarchistes partisans de la guerre :

Première étape : les anarchistes vainqueurs avec le Droit accordent à la Pologne son indépendance politique ; deuxième étape : les anarchistes prennent la défense de la Russie révolutionnaire contre la Pologne qu'ils ont contribué à libérer.

Si les anarchistes partisans de l'intervention dans certaines guerres délaissent la « diplomatie » pour passer à la « stratégie », ils tombent inévitablement dans une contradiction nouvelle.

Si la participation à la guerre, dit Isidine, viole les principes pacifistes et antimilitaristes, la non-résistance aux armées d'invasion constitue une violation au moins aussi grande du principe primordial de la résistance à l'oppression, un abandon au moins aussi grand de l'esprit de révolte.

Cette argumentation serait exacte si l'attitude des anarchistes en face de la guerre était celle de Ponce-Pilate. Mais ils ne sont pas des indifférents devant la guerre, des non-résistants passifs. Ils sont, au contraire, des résistants actifs contre la guerre, contre les deux belligérants.

Et puis le fait de l'invasion ne prouve rien en soi. Il se peut, au hasard des batailles, que l'armée censée avoir pour elle le bon droit, soit l'envahisseur. Ses déprédations et ses ravages en sont-ils moins grands ? Ses abus ne massacrent-ils point aveuglément femmes, enfants, vieillards ? Ses gaz asphyxiants n'empoisonnent-ils point, au nom du Droit, des villes ouvrières ?... Et alors, contradiction de la contradiction, faudra-t-il se dresser contre le Droit devenu l'envahisseur, pour l'Injustice dont le refuge sera souillé par l'invasion ?

Résister à l'oppression, c'est résister à la guerre, et ne pas abandonner l'esprit de révolte c'est le manifester efficacement contre la guerre plutôt que d'y participer, même sous le prétexte de considérations soi-disant supérieures comme celles-ci :

L'idée de la résistance, de la lutte contre un pouvoir fort, de la défense des droits et des libertés de chaque groupement social, de la lutte contre la réaction sous toutes ses formes, est l'idée fondamentale de l'anarchisme.

L'idée fondamentale de l'anarchisme, c'est la lutte contre tous les pouvoirs, les forts et les faibles, ceux-ci visant à égarer puis à supplanter ceux-là, au besoin par la guerre ; c'est la défense des droits et des libertés des individus libres dans des groupements sociaux libres, et non point ceux de formations politiques le plus souvent arbitraires et où toujours les droits et les libertés des individus sont étouffés par la cupidité des puissants et la raison d'Etat ; c'est la lutte contre la réaction sous toutes ses formes, et d'abord contre la forme la plus barbare, la plus abominable de la réaction : la guerre, c'est la lutte contre toutes les guerres déclenchées toujours pour les intérêts des maîtres qui ne seront jamais ceux des esclaves, dans une société où le profit est Dieu et les capitalistes ses prophètes.

LE LIEUR.

SOMMAIRES ET BIBLIOGRAPHIE

Le numéro de mi-novembre de *L'En-Dehors* publie entre autres : La beauté du sexe de Grant Allen ; De la pudeur et de la nudité (fin), de M. Acharya ; La suite d'un essai sur la science des religions, de Jacques Brieu ; des extraits du *Mirage patriotique*, de Pierre Chardon, etc...

Au sommaire de novembre de *Plus loin*, un article du docteur Jean Winsch sur la médecine, en réfutation du scepticisme, en cette matière, de Bernard Shaw ; Un chapitre d'histoire ; la suite (VII) de l'étude de M. Pierrot : La morale sexuelle, l'amour et le sentiment d'infirmité ; une lettre de Chine de Jacques Reclus ; et, à propos de la discussion sur le Manifeste des Seize, des articles de M. Isidine, Auguste Bertrand, Jean Winsch et M. Pierrot où chacun reste sur ses positions, c'est-à-dire, en définitive, pour la guerre.

Dans les deux derniers numéros de *L'Emancipateur*, que font paraître nos camarades bruxellois, on trouve une intéressante série d'articles de notre ami Malatesta : L'anarchisme individualiste et l'anarchie.

Hormis le savoureux « radiologie » de Le-vieux et un article d'Eugène Dieudonné sur « Vial au bain », *L'Anarchiste* du 15 novembre, malgré le leader de Louis Louvet, se présente assez vite de substance.

Le dernier numéro du *Réveil Anarchiste* apporte, en même temps qu'une réfutation de Louis Berton à Winsch qui l'avait accusé de duplicité dans la discussion sur le Manifeste des Seize, une très importante contribution du rédacteur du *Réveil* à cette discussion.

Nous avons reçu :

L'Ennemi du Peuple, organe mensuel de dactylographie sociale que publient, pour dix centimes, les camarades de *L'Anarchiste* ;

Les Annales antiautoritaires, organe mensuel de vulgarisation et d'études, sous la direction du docteur Legrain ;

Pax internationale, bulletin mensuel de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté ;

La Vie Universelle, bulletin trimestriel de l'Association internationale biocosmique.

LA VOIX DE PROVINCE

ALLES

Dimanche 3 décembre, à 14 h. 30, salle Jean-Jaures.

Grand meeting public et contradictoire sur : **L'affaire Paul Vial, Les Expulsions administratives** par René Ghislain, de l'U.A.C.R.

Les camarades étrangers dont le sort dépend de la bonne volonté du premier policier venu, auront à cœur de se grouper avec les camarades français pour la défense de ce droit sacré ; le droit d'asile.

LA GRAND' COMBE

Dimanche 9 décembre, à 10 h. 30, dans la salle du cinéma Coste, grand meeting public et contradictoire sur :

L'affaire Paul Vial et les expulsions administratives, par René Ghislain, de l'U.A.C.R.

Tous les sympathisants et hommes de cœur voudront y assister pour aider et réparer les conséquences d'une erreur judiciaire.

LILLE

Le sabre et le goupillon

Pleurez, pleurez, braves gens, Mgr Quilliet est mort. Le père d'ennemi a répété à lui son digne représentant sur terre. Nul doute que son âme tressaille d'allégresse lorsqu'elle put quitter sa misérable enveloppe charnelle.

Il fallait célébrer dignement l'envol de cette âme immaculée vers un monde meilleur. Aussi toute la gent et s'écoule s'est-elle rendue aux obsèques du brave évêque.

Tous les émissaires, les laïques, les supplés de Dieu, tous les traîneurs de sabre, les culottes de peau, les engoulements, les zéros de la « dernière » (A loi le Pailu inconnu), toutes les autorités : préfet, police, maires, adjoints, consuls, diplomates, financiers, banquiers, industriels, s'étaient donné rendez-vous.

La voilà bien, l'alliance du sabre et du goupillon, mais aussi, alliance du goupillon et de la balance truquée, de la justice, du goupillon et du coffre-fort. Brigrand qui se dispute la proie — qui en l'occurrence est le peuple — mais qui se met d'accord et s'associe pour la rançonner et la piller.

Brigands charnières ou noirs, couverts d'or ou de sang, dont la caverne commune se nomme l'Etat.

Cela devrait suffire au peuple, pour s'apercevoir que juges et curés, généraux et prêtres, financiers, banquiers et préfets, et tous enfin, ne sont qu'un ramassis de gredins et de canailles dont il ferait bien de purger l'humanité.

Marc.

MONTPELLIER

Conférence Inghels du Parti S.F.I.O.

Certains militants de la section socialiste de Montpellier, qui ne viennent à aucune des réunions organisées pour l'amnistie ou les emprisonnés, s'étaient dérangés pour venir applaudir le délégué permanent à la propagande Inghels. Ce dernier, pendant 1 heure et demie, accumula arguments sur arguments pour faire l'apologie de son parti et engager les ouvriers à se faire inscrire à la section, sans s'expliquer naturellement sur les actions des Renardet, Paul-Boncour, et autres as du parti socialiste. Notre camarade René Ghislain lui porta la contradiction au nom des libertaires et fit ressortir toute la nocivité, pour le prolétariat, de la social-démocratie, qui en 1914, 1919 et 1920 en France, en 1919 en Allemagne, en 1927 en Autriche, se fit la

(Voir la suite en 4^e page)

LA VIE DE L'UNION

COMMISSION ADMINISTRATIVE

Séance du 3 décembre

Quelques membres du Comité International de Défense Anarchiste ayant voulu que ledit Comité soit ouvert à quiconque se réclame, à tort ou à raison, de l'anarchisme, aux représentants de journaux ainsi qu'aux représentants de groupements mineurs sans responsabilité, la C. A. retire ses délégués du Comité International.

Nous avons adhéré au Comité sous certaines conditions ; elles n'existent plus. Nous pensons faire au Comité œuvre utile en faveur des prisonniers ; nous nous refusons à perdre notre temps à nous y affronter avec des coupeurs de cheveux à des ratiocineurs impitoyables.

Dans le domaine de la défense, nous voulons, comme dans les autres, agir et non ergoter à l'infini.

En conséquence, l'Union anarchiste fera elle-même, directement ses campagnes de défense ; il n'est pas besoin d'ajouter que tous les persécutés pourront compter sur elle, quelle que soit leur tendance.

Selon les campagnes et les cas particuliers nous nous servirons de titres passe-partout comme celui de Comité de Défense du Droit d'Asile sous les auspices duquel nous menons notre agitation contre les expulsions administratives.

En accord avec les camarades des Editions Internationales nous sommes décidés à rompre le contrat qui associait nos librairies. Dans une lettre particulière nous exposerons aux groupes les raisons majeures qui motivent cette résolution.

Si les groupes n'y voient point d'inconvénient nous ne tiendrons plus boutique de librairie ; le Libraire possèdera un service de librairie — la librairie du militant — et ce sera tout. Et nous pensons que ce sera pour le mieux.

Sébastien Faure a cherché au Liseur une querelle ridicule.

A peine avait-il été égratigné qu'il nous inonda de rectifications puériles et de mises au point tendancieuses. Nous avons inséré le tout.

Mais où Sébastien Faure exagère, c'est lorsqu'il fait insulter le Liseur — notre ami Descarsin — dans la Voix Libertaire.

Il faudra pourtant que Sébastien Faure s'habitue à être traité comme les autres compagnons et à être critiqué quand il sera critiquable.

Il lui a plu de renier quarante années de propagande en se mettant à la remorque des « amours libristes » et de tous les anti-révolutionnaires qu'un mouvement anarchiste traite avec lui. Il ne nous plait pas.

à nous de le suivre dans cette mauvaise voie. Et nous pensons même qu'il est de notre devoir de mettre en garde tous les anarchistes-communistes contre des appels à la « réconciliation » qui sonnent faux.

PARIS-BANLIEUE

Fédération Parisienne. — C. I. samedi 8 décembre, à 20 heures, 72, rue des Prairies.

Groupe du 10^e, 19^e et 20^e. — Permanence jeudi 6 décembre, café de l'U.D.C., rue Sambre-et-Meuse, de 20 à 21 heures.

Groupe des 5^e, 6^e, 13^e et 14^e arrondissements. — Réunion tous les mardis soir à 20 h. 30, rue de l'Arbalette (5^e). En raison de la propagande très active que nous organisons actuellement, tous les camarades sont priés d'être présents.

Groupe du 15^e. — Appel est fait à tous les adhérents de la fédération parisienne pour qu'ils assistent à notre réunion du vendredi 7 décembre, à 20 h. 30, rue Mademoiselle, 85.

Le groupe des 5^e, 6^e, 13^e, 14^e et celui du 15^e feront aux camarades présents une proposition intéressante concernant notre activité dans la région parisienne. Nous comptons sur tous.

Groupe Libertaire de Saint-Denis. — Réunion, vendredi 7 décembre, à 20 h. 30, Bourse du Travail, 4, rue Suger.

Une série de causeries sur les précurseurs du socialisme est en préparation.

La première de ces causeries aura lieu vendredi 7 décembre sur Babouf.

Suite de la discussion : les anarchistes et les syndicats. Organisation du meeting projeté.

Présence de tous indispensable.

Groupe de Livry-Gargan. — Les camarades sont invités à la causerie de notre camarade René sur : rationalisation et fascisme, qui aura lieu le samedi 8 décembre, à 21 heures, chez Coulon, 11, rue de Paris, à Livry (à côté de la mairie).

PROVINCE

Groupe Anarchiste Communiste de Toulouse. — Les copains du groupe et lecteurs du « Libertaire », sont invités à toutes les réunions qui ont lieu le samedi à 20 h. 30, 16, rue du Peyron, chez Tricheux.

Samedi 8 décembre. Questions très intéressantes à l'ordre du jour dernier préparé pour l'ouverture du nouveau local du groupe. — A. Mirande.

Groupe de Lille. — Les camarades sympathisants et lecteurs du « Libertaire » sont invités à assister à nos réunions qui ont lieu tous les samedis, 142, rue de Wazemmes. Allons, camarades, un bon mouvement, des laches urgentes nous sollicitent, soyez nombreux à nos prochaines réunions.

Groupes d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murins. Appel aux sympathisants du « Libertaire ».

« Le Libertaire » est en vente au Dépôt Central, rue Bannier.

Groupe Espérantiste Ouvrier. — Le soir à 20 h. 30 (salle A des cours professionnels), à la Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau. Vincent parolos pri Poloj kaj Francoj.

Université Populaire Intercommunale. — Jeudi 13 décembre, 20 h. 30, salle des fêtes, rue Marcellin-Berthelot, Montreuil. La Tribune Libre de l'Université Populaire Intercommunale (Vincennes, Saint-Maur, Montreuil et Fontenay), donnera un grand débat sur les Vérités du Bagnes, faut-il supprimer le bagne. L'affaire Louis-Paul Vial, pacifiste condamné à 13 années de bagne, par Eugène Dieudonné, compagnon de Vial au bagne ; Charles Brouillet, journaliste, qui visita le bagne ; Damarquette, docteur en Sciences ; et un délégué du Comité de défense sociale et Janier, qui retracera l'action de Vial 1917-1918 à Lyon, à laquelle il participa.

Participation aux frais, 2 fr. Cartes de réduction pour famille. Adhérents moitié place.

Mercredi 12 décembre, à 20 h. 30, à la Bellevilloise, 23, rue Foyer (métro Martin-Nadaud). Débat sur : Faut-il abolir la peine de mort. Prendront la parole : M^{lle} Odette Simon, Campinchi, Canet et Mauricius. Participation aux frais : 2 francs.

A la fête du « Libertaire » il a été trouvé un cache-col en jersey noir. Le réclamer au « Libertaire ».

Pour le C. D. S. de Marseille, L. Martin.

Libre Pensée. Action Sociale de Paris. — Réunion publique mensuelle samedi 8 décembre, à 20 h. 30, au Foyer Végétalien, 40, rue Mathis (Métro Crimée).

Causerie-conférence par M. Albert Le Bras-seur, directeur de l'« Essai ».

Groupe espérantiste ouvrier de Saint-Etienne. — Les réunions hebdomadaires du groupe ont lieu le mardi à partir de 20 h., au siège, salle 112, Bourse du Travail : conversation, correspondance, bibliothèque.

Retirez les listes de souscription et faites parvenir les fonds à Louis Martin, Bourse du Travail, salle 6, rue de l'Académie, Marseille.

Permanence tous les jours de 13 à 19 heures. Pour le C. D. S. de Marseille, L. Martin.

Libre Pensée. Action Sociale de Paris. — Réunion publique mensuelle samedi 8 décembre, à 20 h. 30, au Foyer Végétalien, 40, rue Mathis (Métro Crimée).

Causerie-conférence par M. Albert Le Bras-seur, directeur de l'« Essai ».

Groupe espérantiste ouvrier de Saint-Etienne. — Les réunions hebdomadaires du groupe ont lieu le mardi à partir de 20 h., au siège, salle 112, Bourse du Travail : conversation, correspondance, bibliothèque.

Retirez les listes de souscription et faites parvenir les fonds à Louis Martin, Bourse du Travail, salle 6, rue de l'Académie, Marseille.

Permanence tous les jours de 13 à 19 heures. Pour le C. D. S. de Marseille, L. Martin.

Libre Pensée. Action Sociale de Paris. — Réunion publique mensuelle samedi 8 décembre, à 20 h. 30, au Foyer Végétalien, 40, rue Mathis (Métro Crimée).

Causerie-conférence par M. Albert Le Bras-seur, directeur de l'« Essai ».

Groupe espérantiste ouvrier de Saint-Etienne. — Les réunions hebdomadaires du groupe ont lieu le mardi à partir de 20 h., au siège, salle 112, Bourse du Travail : conversation, correspondance, bibliothèque.

Retirez les listes de souscription et faites parvenir les fonds à Louis Martin, Bourse du Travail, salle 6, rue de l'Académie, Marseille.

Permanence tous les jours de 13 à 19 heures. Pour le C. D. S. de Marseille, L. Martin.

Libre Pensée. Action Sociale de Paris. — Réunion publique mensuelle samedi 8 décembre, à 20 h. 30, au Foyer Végétalien, 40, rue Mathis (Métro Crimée).

Causerie-conférence par M. Albert Le Bras-seur, directeur de l'« Essai ».

Groupe espérantiste ouvrier de Saint-Etienne. — Les réunions hebdomadaires du groupe ont lieu le mardi à partir de 20 h., au siège, salle 112, Bourse du Travail : conversation, correspondance, bibliothèque.

Retirez les listes de souscription et faites parvenir les fonds à Louis Martin, Bourse du Travail, salle 6, rue de l'Académie, Marseille.

Permanence tous les jours de 13 à 19 heures. Pour le C. D. S. de Marseille, L. Martin.

Libre Pensée. Action Sociale de Paris. — Réunion publique mensuelle samedi 8 décembre, à 20 h. 30, au Foyer Végétalien, 40, rue Mathis (Métro Crimée).

Causerie-conférence par M. Albert Le Bras-seur, directeur de l'« Essai ».

Groupe espérantiste ouvrier de Saint-Etienne. — Les réunions hebdomadaires du groupe ont lieu le mardi à partir de 20 h., au siège, salle 112, Bourse du Travail : conversation, correspondance, bibliothèque.

Retirez les listes de souscription et faites parvenir les fonds à Louis Martin, Bourse du Travail, salle 6, rue de l'Académie, Marseille.

Permanence tous les jours de 13 à 19 heures. Pour le C. D. S. de Marseille, L. Martin.

Libre Pensée. Action Sociale de Paris. — Réunion publique mensuelle samedi 8 décembre, à 20 h. 30, au Foyer Végétalien, 40, rue Mathis (Métro Crimée).

Causerie-conférence par M. Albert Le Bras-seur, directeur de l'« Essai ».

Groupe espérantiste ouvrier de Saint-Etienne. — Les réunions hebdomadaires du groupe ont lieu le mardi à partir de 20 h., au siège, salle 112, Bourse du Travail : conversation, correspondance, bibliothèque.

Retirez les listes de souscription et faites parvenir les fonds à Louis Martin, Bourse du Travail, salle 6, rue de l'Académie, Marseille.

Permanence tous les jours de 13 à 19 heures. Pour le C. D. S. de Marseille, L. Martin.

Libre Pensée. Action Sociale de Paris. — Réunion publique mensuelle samedi 8 décembre, à 20 h. 30, au Foyer Végétalien, 40, rue Mathis (Métro Crimée).

Causerie-conférence par M. Albert Le Bras-seur, directeur de l'« Essai ».

Groupe espérantiste ouvrier de Saint-Etienne. — Les réunions hebdomadaires du groupe ont lieu le mardi à partir de 20 h., au siège, salle 112, Bourse du Travail : conversation, correspondance, bibliothèque.

Retirez les listes de souscription et faites parvenir les fonds à Louis Martin, Bourse du Travail, salle 6, rue de l'Académie, Marseille.

Permanence tous les jours de 13 à 19 heures. Pour le C. D. S. de Marseille, L. Martin.

LA VOIX DE PROVINCE

(Suite de la 3^e page)

complice de la bourgeoisie pour empêcher la classe ouvrière de se libérer. Dans sa réponse, Inghels ne sut que reprocher à notre camarade sa profession de salarié municipal, et cela s'exécuta aisément ; certains hommes sont tellement habitués à voir se courber devant les maîtres du jour la majorité des individus, qu'ils sont étonnés de voir un homme qui, passé le temps légal de sa servitude, se considère comme libre de toute entrave pour attaquer, conformément à ses idées, ce qu'il croit contraire au triomphe des idées. Le seul fait d'avoir reproché à deux reprises ce fait à notre camarade prouve bien que Inghels était à bout d'arguments contre le contradictoire et qu'il voulait faire — ce qui est toujours facile devant un auditoire de partisans — de l'esprit aux dépens des théories libérales. Continuant sa réponse, il voulut assimiler notre camarade à un individualiste intran-sigeant, mais la salle lui rappela par son attitude qu'elle attendait la révélation de la critique du camarade libertaire et Inghels dut s'avouer vaincu. Un communiste demanda ensuite la parole, puis Inghels répondit à nouveau aussi pitoyablement et la séance fut levée vers minuit 1/4 au milieu des cris et des vociférations. Mais les prolétaires présents étaient fixés sur le vainqueur révolutionnaire de la social-démocratie et je ne crois guère que le passage d'Inghels à Montpellier amènera beaucoup d'adhérents à la section socialiste locale.

Spartacus.

Verrons-nous l'« Agonie de Jérusalem » ?

Les camarades se rappellent que ce film leur fut signalé de Paris, comme mettant en scène un anarchiste qui se convertissait et qui dans certain épisode du scénario battait des ouvriers placés sous sa direction. Or, la semaine dernière, un représentant de la firme éditant ce film est venu me trouver pour me demander, si le film était projeté à Montpellier, je m'abstenais de le siffler, ou d'en empêcher la présentation, le représentant en question ne faisant savoir que la scène des ouvriers battus avait été supprimée. Or, pour ma documentation, je me suis fait remettre le scénario et même certaines scènes supprimées, il est impossible de laisser passer sur les écrans, l'« Agonie de Jérusalem ». Le héros est, en effet, dit le scénario, — entraîné par des gens douteux (des anarchistes naturellement) et il est rapidement gagné (ça prouve au moins la force de nos arguments) une série de rêves, aux dangers utopiques anarchistes. Au cours d'une discussion publique et de la bagarre qui s'ensuit le jeune anarchiste devient aveugle et seule une émotion peut le sauver. Cette émotion, une jeune fille la provoquera en suggérant au jeune homme de voir l'« Agonie de Christ au Golgotha, chose qui se produit en rendant à vue au jeune anarchiste pour la plus grande gloire de Dieu et... surtout de ses prêtres.

Je n'ai pas besoin d'insister sur la nocivité pour nos idées de la présentation d'un tel anarchiste, puis, ce qui le rend encore plus nocif, c'est le mode de propagande employé : aller à l'évêché, ou dans les paroisses, afin d'avoir l'appui du clergé, organiser une série de gala avec des manifestations civiles, militaires et religieuses, demander même aux ecclésiastiques qu'ils le commandent en chaire à leurs ouailles ; demander aux colonels de régiment qu'ils accordent des permissions spéciales à leurs hommes, enfin, mettre tout en œuvre pour la diffusion des films « Credo ».

En bien, mais nous aussi, nous devons nous préparer et je veux croire que les camarades auront à cœur dès que le film sera annoncé, de se préparer à l'offensive. J'ai appris de ce même représentant, que les directeurs se moquaient un peu des sifflets ou des manifestations pacifiques, mais que par contre, les manifestations d'action directe, leur déplaisaient singulièrement. A nous d'agir par tous les moyens et d'empêcher la projection de films où nous sommes présentés sous un angle mensonger, et dans lesquels nos doctrines sont complètement dénaturées.

René GHISLAIN.

GRUPPE D'ETUDES SOCIALES D'ORLEANS

Samedi 8 décembre à 20 h. 30

Salle Hardouineau

Grande Conférence

publique et contradictoire

Sujet traité :

LA PEINE DE MORT

Avec le concours de : Jean Zay, avocat et Georges Augé, des Volontaires de la Paix.

La magistrature et les partis politiques ont été invités à apporter leur point de vue sur la question.

TRIBUNE FEDERALE DU BATIMENT

LES PIQUEURS DE GRES REVENDIQUENT

Il y a quelque temps déjà que nous prévoyions la nécessité, pour nos camarades piqueurs de grès, d'élaborer un nouveau cahier ou plutôt un nouveau bordereau des prix de re-taille du pavé.

Sans se soucier des indices du coût de la vie qui, plus ils sont officiels, plus ils sont faux, nos camarades partent du principe qu'en produisant ils ont les mêmes droits à l'existence et à la vie, qu'un bourgeois taré et oisif.

La Ville de Paris qui est la principale intéressée en l'occurrence, va sans doute, examiner avec parcimonie les demandes d'augmentation qui lui seront formulées.

Les édiles parisiens, dont la grande majorité est inféodée à la réaction, vont sans doute liquider pour lacher quelques milliers de francs en supplément. Ne faut-il pas compresser les dépenses ?

Cependant, que la même équipe des édiles a cru bon d'avalliser un crédit de cent cinquante millions, destinés à la réception organisée par le Musée Delsol, il serait surprenant que ces mêmes gens ne trouvaient pas extraordinaire les demandes d'augmentation du bordereau des prix.

Des économies, la Ville de Paris peut en réaliser en évitant de faire exécuter par les pilons électriques, les travaux de retaile et la fabrication des mosaïques.

Presque tout ce qui sort de ces pilons est tout au plus bon à aller à la décharge.

Les chefs de dépôts l'ont de tout temps reconnu et seuls les Grossium, ingénieurs et directeurs des travaux, ne s'en sont jamais souciés.

Et pour cause, n'augmentent-ils pas au budget ? Quoi qu'il en soit, la 13^e Région appuiera de toute son autorité les humbles revendications des piqueurs de grès.

Les jaunes de chez les Patères qui ont pris pour habitude de travailler au-dessous des tarifs, ainsi que les non-syndiqués, seront sans doute priés poliment de respecter les décisions prises par le Syndicat. En tout cas, nous ne tolérerons pas qu'ils enfreignent les décisions.

D'ailleurs, nos camarades dont l'esprit de solidarité reste entier, sauront bien déjouer toutes les manœuvres d'où qu'elles viennent et quelles qu'elles soient. Nous le souhaitons de grand cœur.

La 13^e Région Fédérale.

TRIBUNE SYNDICALE

De la grève à la conciliation et l'arbitrage obligatoires

Nous avons précédemment expliqué pourquoi nous considérons la conciliation et l'arbitrage obligatoires comme les deux termes indissolublement liés d'un même principe ; mais pour rendre plus claire notre démonstration, acceptons un instant la thèse de la C. G. T. selon laquelle la conciliation obligatoire n'est pas l'arbitrage.

La procédure de conciliation permettrait, dit-on, de mettre en évidence l'intransigence patronale et de faire juger l'opinion publique du bien-fondé des revendications ouvrières. Illusion dangereuse, car qui fait l'opinion publique, sinon sa Majesté la Grande Presse ? Or, la démonstration de la servilité de ladite presse au capitalisme, duquel elle dépend, a été mille fois faite pour que nous y revenions.

De la cause la plus juste, la plus humaine, la plus digne d'intérêt la grande presse a tout fait de la rendre abjecte, ignoble, catastrophique à l'intérêt général et de mettre ainsi l'opinion publique contre elle.

La récente grève des inscrits maritimes de Marseille vient illustrer une fois de plus notre thèse.

L'intransigence des armateurs, la modestie des revendications des marins devaient placer l'opinion publique du côté ouvrier. Allons donc, celle-ci habilement manœuvrée par la presse, prit nettement position contre les travailleurs de la mer, et les armateurs purent écrire à la fin du conflit qu'ils avaient écrit à un appui naturel dans l'opinion qui a été tout entière indignée par le mouvement gréviste de Marseille.

Tant que durera la domination des classes possédantes sur la presse — l'opinion publique, dans un conflit d'intérêts, sera contre les travailleurs neuf fois sur dix. Il est éminemment dangereux de ne point tenir compte de ce fait capital.

On nous affirme, d'autre part, que de la conciliation et de l'arbitrage obligatoire il doit résulter une économie de grèves, une ère de paix sociale.

La réalité a fait depuis très longtemps une brèche dans cette affirmation et nous avons sous les yeux trois jugements rendus sur la question à quelques dizaines d'années les uns des autres. Ils sont tellement caractéristiques que nous ne résistons pas au désir de les citer malgré leur longueur.

Voici comment s'exprimait le camarade Dret, des cuirs et peaux, au congrès confédéral de Toulouse en 1910, au cours de la discussion qui aboutit au vote de la résolution Merheim, à laquelle nous faisons allusion tout à l'heure : « ... Ah ! Je voudrais qu'il se trouvât notre camarade Tom Mann, qui se trouvait d'Australie, le contrat collectif obligatoire et l'arbitrage existant ! Il nous dirait que les ouvriers de la bas sont obligés de lutter contre le Gouvernement pour reprendre les libertés qu'on leur a prises en leur inspirant le contrat collectif et l'arbitrage obligatoire et alors toute la discussion serait close... » Dix ans plus tard, en 1920, Jouhaux écrivait dans l'« Information sociale » :

« D'ailleurs l'arbitrage obligatoire n'a jamais empêché les grèves d'éclater, pas même en Australie où cette réglementation des conflits parut être un certain temps le fondement même de la législation sociale.

« Deux exemples suffisent à le prouver : en 1913, l'Australie a connu 208 grèves avec 33.093 ouvriers participants ; en 1917 le nombre des grèves est passé à 644 avec 154.061 grévistes.

« Ces chiffres sont, par eux-mêmes, éloquents, ils le deviennent plus encore, quand on les compare au chiffre global de la population australienne qui est de 5 millions.

« Enfin ajoutons que l'année dernière eut lieu, en Australie, contre les décisions arbitrales, une grève générale des marins qui a duré plusieurs semaines ; que cette année même vient de se terminer une grève générale des mécaniciens de la Marine ; qu'actuellement une grève générale des typographes vient d'éclater, alors qu'une grève générale des mineurs durait déjà depuis plusieurs mois.

« Ces exemples ne sont-ils pas suffisants pour mettre en lumière l'insopérance de l'arbitrage obligatoire ? »

Enfin le 10 octobre 1928, l'ancien secrétaire adjoint de la C. G. T., Georges Dumoulin, écrivait dans le Populaire :

« Les ouvriers australiens se sont fortement organisés et ils sont parvenus à exercer le pouvoir par l'intermédiaire du parti travailliste. Maîtres du pouvoir, les travailleurs australiens se sont engagés hardiment dans la voie de la législation sociale au point de pouvoir se flatter d'être les ouvriers les mieux payés et les mieux garantis du monde.

« Avant la guerre, déjà, le gouvernement travailliste avait estimé qu'il fallait mettre un terme aux conflits du travail en promulguant une loi qui rendrait obligatoires la conciliation et l'arbitrage.

« L'expérience a été faite : elle a montré que la paix sociale était impossible et que l'arbitrage et la conciliation obligatoires étaient inefficaces. Bien mieux. Avec le chômage, les luttes violentes sont venues aggraver la situation en lui donnant un caractère insurrectionnel.

Ainsi, en Australie, avec un gouvernement travailliste, la conciliation et l'arbitrage obligatoires n'ont pas apporté la moindre économie des grèves. Plus près de nous, dans le bassin de la Ruhr 200.000 métallurgistes sont lockoutés en dépit de toutes les sentences arbitrales. Comme l'écrit justement Dumoulin « Les intérêts des classes se concilient quand ils peuvent et non pas parce qu'une loi les y oblige. »

Des différentes expériences tentées autour de nous, nous pouvons dire que ni la conciliation ni l'arbitrage obligatoires ne peuvent amener une économie des grèves sans abdication du côté ouvrier. Leur pratique aboutit à retirer aux grèves leur soudaineté et, par là même, leur coefficient de chances de réussite. Elle aboutit également à transporter sur la place publique la discussion unilatérale (par la presse) des interprétations juridiques du conflit. Cette discussion unilatérale — qu'on nous passe

ce terme — est dangereuse en ce sens qu'elle introduit le doute dans l'esprit du travailleur indécis sur la légitimité de sa revendication et détourne son esprit du but véritable de la lutte.

Nous avons dit, et nous répétons, que l'attitude de la C. G. T. est due à la rupture d'équilibre entre les deux grands concepts — réformiste et révolutionnaire — dont la synthèse formait sa doctrine.

Nous ne sommes donc point en présence d'une doctrine nouvelle résultant d'une situation nouvelle mais en face de vieilles idées qui, libérées de tout modérateur, se réalisent dans leur plénitude. C'est dans ce fait qu'il faut chercher la tendance de la C. G. T. de prendre à contre-pied la politique de la C. G. T. U. et vice-versa.

C'est en opposition à la tactique de grèves à jeu continu, en toutes circonstances et même pour des fins politiques de la C. G. T. U. que la vieille C. G. T. s'est orientée vers la conciliation et l'arbitrage obligatoires d'autant plus que dans la majorité des cas la direction de ces grèves lui échappe.

L'absence de modérateurs apparaît nettement dans ces deux méthodes arbitraires qui toutes deux desservent les véritables intérêts de la classe ouvrière.

La C. G. T. s'engage dans une voie extrêmement dangereuse pour elle avec la conciliation et l'arbitrage obligatoire. Les antagonismes entre le capitalisme et le prolétariat sont trop forts pour se concilier et tout accord qui interviendrait entre ces deux forces comporterait nécessairement une dupe qui sera inéluctablement le prolétariat.

Lorsque l'injustice sera trop flagrante, la classe ouvrière ne tiendra aucun compte des accords et des contrats intervenus. Elle s'insurgera contre eux et contre ceux qui l'auront orientée dans cette voie et alors la C. G. T. pourrait bien se voir rendre responsable de la situation difficile dans laquelle la classe ouvrière se trouvera ; d'autant plus que la C. G. T. tient suspendue à son flanc une rivalité qui ne manquera pas de la désigner aux coups du prolétariat déçu et à profiter de sa décadence.

Ajoutons que cette rivalité connaît, elle aussi, la même impopularité pour des raisons différentes que nous étudierons un autre jour. La C. G. T. S. R. attend cette double succession, nous craignons pour elle qu'elle attende fort longtemps car les héritages ne vont pas toujours en ligne directe et il pourrait bien se faire qu'à ce moment ce soit la réaction (sous quelque forme) qui la lui disputera victorieusement.

Souhaitons qu'il se trouve encore à la C. G. T. des militants clairvoyants pour saisir toute l'importance du principe de la conciliation et de l'arbitrage obligatoire et les conséquences qui en découlent.

A. G.

DANS LES SYNDICATS

Chez les Terrassiers

Réunion de la Commission de contrôle le dimanche 9 décembre 1928, à 9 heures du matin, au siège, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris 10^e.

Le Secrétaire : Plessix.

C. G. T. S. R. — Syndicat des Métallurgistes de la Seine : Conseil mardi 11 décembre, à 20 h. 30, au siège.

Permanence tous les samedis, de 15 h. à 18 h., au siège, bureau 21, 6^e étage, Bourse du Travail.

Nous rappelons aux copains que des timbres de solidarité de l'A.I.T. de 5 francs sont en vente à la permanence. — Le Secrétaire.

Jeunesse Syndicaliste de la Seine. — Réunion mardi 11 décembre 1928, à 8 h. 1/2, précises, Bourse du Travail, 6^e étage, bureau 31.

Ordre du jour très important, la présence de tous est indispensable.

Pour et par ordre de la J. S. — Le Secrétaire.

MISE AU POINT

Nous avons publié, en son temps, différentes communications émanant d'organisations syndicales annonçant l'exclusion et la réintégration de Courtois du syndicat des monteurs en chauffage. Nous considérons l'incident comme clos. Or, différents camarades de Bordeaux nous ont fait de la conclusion donnée à cette affaire par le syndicat intéressé, nous envoient une note demandant une commission d'enquête. D'autre part nous recevons également une note dans laquelle les signataires accordent leur confiance à Courtois. Comme la rédaction l'a indiquée à plusieurs reprises, le « Libertaire » ne peut se faire l'écho de telles discussions. En conséquence, nous prions les intéressés de régler entre eux le différent qui s'est élevé au sujet de Courtois, et les avisons que nous ne passerons désormais aucune note relative à cette affaire.

DANS LE S U B.

Réunion du Conseil Elargi, ce soir, jeudi 6 décembre, à 18 heures, salle de Commission, 4^e étage, Bourse du Travail.

Un appel est fait à tous les militants pour qu'ils assistent à ce Conseil.

Permanence du dimanche : dimanche 9 décembre, Andrieux, dimanche 16 décembre, Verger, dimanche 23 décembre, Mai.